

## Séance ordinaire du jeudi 30 juillet 2020

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-vingt et le trente juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Santé

#### Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Emilie CABELLO, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Clare HART, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Soune SERRE ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### Absents :

Abdi EL KANDOUSSI, Hervé MARTIN, Philippe SAUREL.

## Principe d'élaboration d'un Contrat Local de Santé

Monsieur Charles SULTAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Membre du Réseau Français des Villes Santé de l'OMS, la Ville de Montpellier, riche d'une forte tradition médicale, est une place forte de la santé et de la recherche dont les atouts et l'expertise dans ces domaines ne sont plus à prouver.

### Une crise sanitaire qui appelle une approche globale et démocratique de la santé

La crise sanitaire a replacé les problématiques de santé au centre des préoccupations des pouvoirs publics. Les mesures prises pour y remédier (en particulier le confinement) furent essentielles mais ont révélé et accru les inégalités sociales et territoriales de santé. L'épidémie a également fait apparaître des axes de travail importants parmi lesquels la place accordée à la prévention, le rapprochement entre les divers champs de la santé (soin, prévention, psychosocial...) et l'amélioration des dispositifs de coordination entre leurs intervenants.

Si la santé ne relève pas d'une compétence obligatoire pour les collectivités locales, elle n'en reste pas moins une responsabilité collective et partagée. Ainsi, le développement de dynamiques territoriales de santé associant l'ensemble des acteurs institutionnels, associatifs, privés (avec le développement du projet de Med Vallée notamment) aux Montpelliérains apparaît plus que jamais comme une réponse stratégique pour réduire ces inégalités.

Le principe d'élaborer un Contrat local de santé (CLS) témoigne d'une volonté commune d'améliorer la qualité de vie pour tous.

## Présentation du futur Contrat local de santé (CLS)

Le CLS est un outil issu de la loi Hôpital, Patients, Santé et Territoire (HPST) du 21 juillet 2009 (article L. 1434-17 Code de la santé publique) : « *la mise en œuvre du projet régional de santé peut faire l'objet de contrats locaux de santé, conclus par l'agence [régionale de santé - ARS], notamment avec les collectivités territoriales et leurs groupements, portant sur la promotion de la santé, la prévention, les politiques de soins et l'accompagnement médico-social* ».

Le CLS permet de décliner le projet régional de santé en fonction des besoins spécifiques d'un territoire de proximité. Il en constitue le cadre juridique et partenarial. Le projet de loi relatif à la santé, adopté le 14 avril 2015, a inscrit la prévention, l'innovation et la santé de demain comme étant les axes stratégiques du CLS et a confirmé l'intérêt de ce contrat en proposant sa poursuite.

Le CLS devra donc permettre à tous les acteurs impliqués dans la politique de santé et de qualité de vie du territoire, d'agir ensemble, de façon coordonnée, autour d'objectifs prioritaires définis en concertation et répondant à des besoins concrets.

Les services attendus du CLS de la Ville de Montpellier sont nombreux :

- Mutualiser les ressources et les moyens, améliorer les parcours de santé des personnes ;
- Mettre en cohérence les politiques publiques qui ont un impact sur la santé ;
- Connaître, reconnaître et valoriser les actions du territoire (notamment les programmes engagés sur les thématiques de la santé sexuelle, la santé mentale, de la Lutte contre les facteurs exogènes de développement du cancer et les addictions, la Nutrition ou encore l'accès aux soins et à la prévention) ;
- Devenir un élément structurant du contrat de ville et amener des espaces de prévention santé au plus près des populations ;
- Accompagner les professionnels du territoire mais également les Montpelliérains dans leurs besoins de formation et d'information.

Le contrat local de santé porte sur tous les champs de compétences de l'ARS. Il permet de définir un projet local de santé qui doit améliorer la fluidité des parcours de santé et la réduction des inégalités environnementales, sociales, territoriales et de santé.

Le constat est que le champ d'action de la santé est transversal à toutes les compétences exercées par la Ville de Montpellier.

## L'étude d'opportunité du Contrat local de santé (CLS)

Les grandes orientations stratégiques du CLS et le plan d'action qui en découlera ne peuvent s'écrire qu'en s'appuyant sur la connaissance fine de l'état de santé de la population et sur les problématiques de santé et de qualité de vie posées au quotidien sur l'ensemble du territoire municipal.

Cet état des lieux sera réalisé au travers de plusieurs travaux :

- Un diagnostic partagé, réalisé auprès de l'ensemble des acteurs du territoire afin de collecter leurs propositions, identifier leurs besoins ;
- Un « Profil » santé réalisé par le Centre Régional d'Etudes, d'Actions et d'Informations en faveur des personnes en situation de vulnérabilité Observatoire Régional de la Santé (CREAI ORS) de la population va synthétiser les données chiffrées sur les aspects démographiques, économiques, sanitaires et sociaux ;
- Les résultats de l'analyse des besoins sociaux (ABS) produite par le CCAS de Montpellier.

A la suite de cette phase d'étude et de mobilisation, les orientations stratégiques de la ville seront définies et une convention cadre signée. Le processus d'élaboration du CLS se poursuivra par la constitution de groupes thématiques travaillant à la rédaction d'un plan d'action qui donnera lieu à une signature à la fin de l'année 2021.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'acter le principe d'élaboration d'un Contrat Local de Santé ;
- de solliciter les financements auprès de l'ARS ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 6 août 2020**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 7 août 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20200730-136370-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 07/08/20  
Réception en Préfecture : 07/08/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.